

chapitres de la limitation des armements et des accords de désarmement. Quoique partageant manifestement les mêmes espoirs, l'opinion publique canadienne n'est ni profondément pessimiste, ni naïve à ce sujet.

La plupart des personnes interrogées (86 p. 100) sont d'accord pour dire que « nous ne pourrions jamais abolir les armes nucléaires, car les connaissances nécessaires à leur fabrication seront toujours connues ». Les Canadiens et les Canadiennes ne semblent pas se bercer d'illusions ni espérer vivre un jour dans un monde totalement dénucléarisé même si, comme l'a montré le sondage de l'ICPSI en 1988, cet objectif est jugé souhaitable.

D'une façon générale, le problème le plus urgent et le plus difficile qui se pose à l'Alliance atlantique en matière de limitation des armements et de désarmement depuis le Traité sur les FNI en décembre 1987 consiste à savoir ce que l'on doit faire des armes nucléaires à courte portée en Europe. L'énoncé présenté aux personnes interrogées par l'ICPSI était le suivant : « ... certains disent que les armes nucléaires à courte portée (moins de 500 km) devraient aussi être supprimées. D'autres disent que l'OTAN a absolument besoin de ses armes nucléaires à courte portée pour empêcher une attaque soviétique, car les pays occidentaux accusent une certaine faiblesse sur le plan des armes conventionnelles (non nucléaires). » On a ensuite demandé aux enquêtés de choisir entre trois formules. Un quart (24 p. 100) disent qu'il faudrait au moins garder et moderniser un certain nombre de missiles. En revanche, la moitié des personnes interrogées souhaite l'élimination immédiate de toutes les armes nucléaires à courte portée des blocs de l'Est et de l'Ouest, tandis que 25 p. 100 enfin préconisent une réduction négociée de ces armes, une fois que les Soviétiques auront réduit leurs forces conventionnelles.

Ceux qui prônent l'élimination des forces nucléaires à courte portée en Europe sont très probablement persuadés que le désarmement ne créera pas un climat d'insécurité. La plupart des personnes interrogées par l'ICPSI (55 p. 100) n'estiment pas que le démantèlement d'une partie, voire de la totalité, des armes nucléaires pourrait porter atteinte à la sécurité et « accroître les dangers de guerre en rendant un conflit plus probable ». Les 45 p. 100 restants, soit une proportion non négligeable, sont dans une certaine mesure d'avis contraire.